



Déclaration CTSD du 06 septembre 2022 FSU-SNUipp 77

Madame la Directrice Académique, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce ne sont pas les sujets d'actualité qui manquent, mais cette déclaration préalable se centrera uniquement sur la rentrée scolaire 2022 dans le premier degré.

Personne n'a pu rater l'information de ce début d'année scolaire : il manque des enseignant-es. La pénurie est là, bien installée, conséquence prévisible d'un enchaînement de réformes voulues par le gouvernement.

Alors que l'attractivité du métier est un sujet majeur, il est urgent de prendre des mesures pour donner enfin à l'école les moyens de fonctionner. Cela passe nécessairement par une revalorisation du salaire des enseignantes et enseignants mais également par une amélioration de leurs conditions de travail. Les évaluations d'école vont se généraliser : Le SNUipp-FSU 77 reste fortement opposé à ces évaluations telles qu'elles sont conçues car elles mettent en concurrence les écoles ; elles accentuent le pilotage par les évaluations ; elles imposent une réécriture du projet d'école déjà défini et elles ajoutent une pression supplémentaire, du stress et un travail très chronophage pour les collègues. Depuis presque trois années, les personnels portent l'école à bout de bras. Ils et elles pensaient qu'une certaine sérénité pourrait être retrouvée en cette rentrée 2022. Mais cela devient-il une utopie ? Jamais, depuis quelques décennies, une rentrée n'a été aussi catastrophique dans notre département sur le plan de la gestion humaine. Tout l'été, notre organisation syndicale été interpellée à de nombreuses reprises par nos collègues. Des messages d'inquiétude, des messages d'incertitude, des messages de stress, du fait des opérations de gestion des personnels faites toujours dans l'urgence et dans des conditions parfois difficiles voir dantesques.

La loi de transformation de la Fonction Publique décidée en 2019 prévoit un recours accru aux contractuel-les. J.M. Blanquer a fait en sorte que nous ayons besoin de beaucoup de ces précaires, en enchaînant les réformes destructrices sur l'accès aux études supérieures, sur les concours et le nombre de postes offerts, sur les masters MEEF. 4000 postes d'enseignant-es sont non pourvus à la rentrée. Recrutement et formation à la va-vite, jobdating, petites annonces... Les personnels formés en quatre jours qui ont pris leur poste ne peuvent pas être considérés comme des enseignant-es. Sinon, à quoi servent les années de formation, de stages, les concours, les études en didactique, pédagogie, gestion de classe ? Disons les choses comme elles sont vraiment : il y aura des adultes dans des classes. Cette injonction médiatique est respectée mais jusqu'à quand ? Nos élèves, leurs parents et nos collègues demandent des enseignant.es devant chaque classe pendant toute l'année scolaire et pas uniquement pendant les 15 premiers jours de septembre.

La pénurie ne touche pas seulement le personnel enseignant. Nous souhaitons souligner que le ministère n'a toujours rien entrepris pour reconnaître l'importance du métier d'AESH.

Les AESH aspirent à exercer leur métier dans des conditions dignes mais le ministre reste sourd à leurs revendications. Elles et ils contribuent pleinement par leur professionnalisme à la réussite de la scolarisation des élèves en situation de handicap. Pourtant, le ministère poursuit son attitude méprisante en leur imposant : - la précarité, un salaire insuffisant et des temps incomplets qui les contraignent au cumul d'emploi, la perte de sens de leur métier, notamment par le saupoudrage de l'accompagnement des élèves et le manque de reconnaissance par l'institution.

C'est une politique du chiffre au détriment de la santé mentale et physique qui aboutit à de nombreuses démissions.

Revalorisation, autonomie des écoles, formation, réforme de l'Éducation prioritaire sans parler de la mise à bat des lycées professionnels et bien sûr pénurie d'enseignant-es accompagnée de l'arrivée massive de contractuel-les... Les raisons de la colère ne manquent pas tout comme les motifs d'inquiétude face aux annonces présidentielles. Face à une École en crise, le SNUipp et la FSU sont déterminé-es à combattre les orientations gouvernementales pour gagner une réelle revalorisation de salaire pour toutes et tous et une amélioration de nos conditions de travail ! Les dernières annonces présidentielles ne feront qu'accroître les inégalités scolaires, nous ne pouvons nous y résoudre.!

Pour toutes ces raisons, la FSU appelle à participer massivement à la journée de grèves et manifestations du 29 septembre dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle à laquelle appellent aussi la CGT et l'Union syndicale Solidaires.

Pour finir, nous dénonçons, encore une fois, que les IEN préviennent les écoles des mesures de carte scolaire avant la tenue des instances.

Nous vous remercions.